

Numérisation, relocalisation... Matignon dresse un premier bilan du plan de relance

Le Premier ministre Jean Castex foulera ce lundi les allées du salon Global Industrie pour dresser le bilan de la première année du plan de relance, mis en place pour pallier les conséquences économiques de la crise du Covid-19. Un plan d'investissement spécifique à l'industrie doit être annoncé "dans les prochaines semaines".

Temps de lecture : minute

6 septembre 2021

Près de 9 000 entreprises ont été aidées dans le cadre de leur numérisation, et 553 projets de relocalisation ont été engagés en un an. Le premier ministre, qui foulera ce lundi 6 septembre 2021 les allées du salon Global Industrie à Lyon, dresse un bilan de la première année du plan de relance mis en place suite à la crise du Covid-19. Il appelle à poser les jalons d'une réindustrialisation se voulant respectueuse du climat. En un an, près de la moitié du pactole des 100 milliards d'euros mis sur la table par l'État - assumé à hauteur de 40 % par l'Union européenne - pour endiguer la crise économique et sociale née de la pandémie, a été "engagé", et 70 % devraient l'être d'ici à la fin de l'année selon Matignon.

Des projets sont nés un peu partout sur le territoire, sélectionnés par des commissions locales pilotées par les préfets de régions : numérisation de PME, modernisation d'entreprises familiales de l'agroalimentaire, de la santé, ou de la construction bois, aides ciblées à celles de l'aéronautique et de l'automobile touchées de plein fouet par la crise sanitaire pour

se diversifier vers les mobilités décarbonées ou améliorer leur taux de recyclage des métaux et matériaux, relocalisation en France de certaines productions, financement de la rénovation thermique des bâtiments, financement des achats de voitures plus respectueuses de l'environnement, rénovation d'écoles, et lancement de formations pour des jeunes sans qualification.

"Mettre fin à la capitulation industrielle"

L'industrie doit, à elle seule, recevoir 35 des 100 milliards. L'objectif est quadruple : moderniser pour maintenir la compétitivité; engager la transition énergétique; et améliorer l'indépendance industrielle du pays, ainsi que soutenir l'emploi et la cohésion sociale. Pour l'heure, 2,9 milliards d'euros publics ont été dépensés dans l'industrie, permettant par effet de levier des investissements productifs à hauteur de 11,7 milliards d'euros dans les usines, a précisé un conseiller de Bercy, en faisant valoir que 70 % des projets étaient situés "*hors espace urbain*".



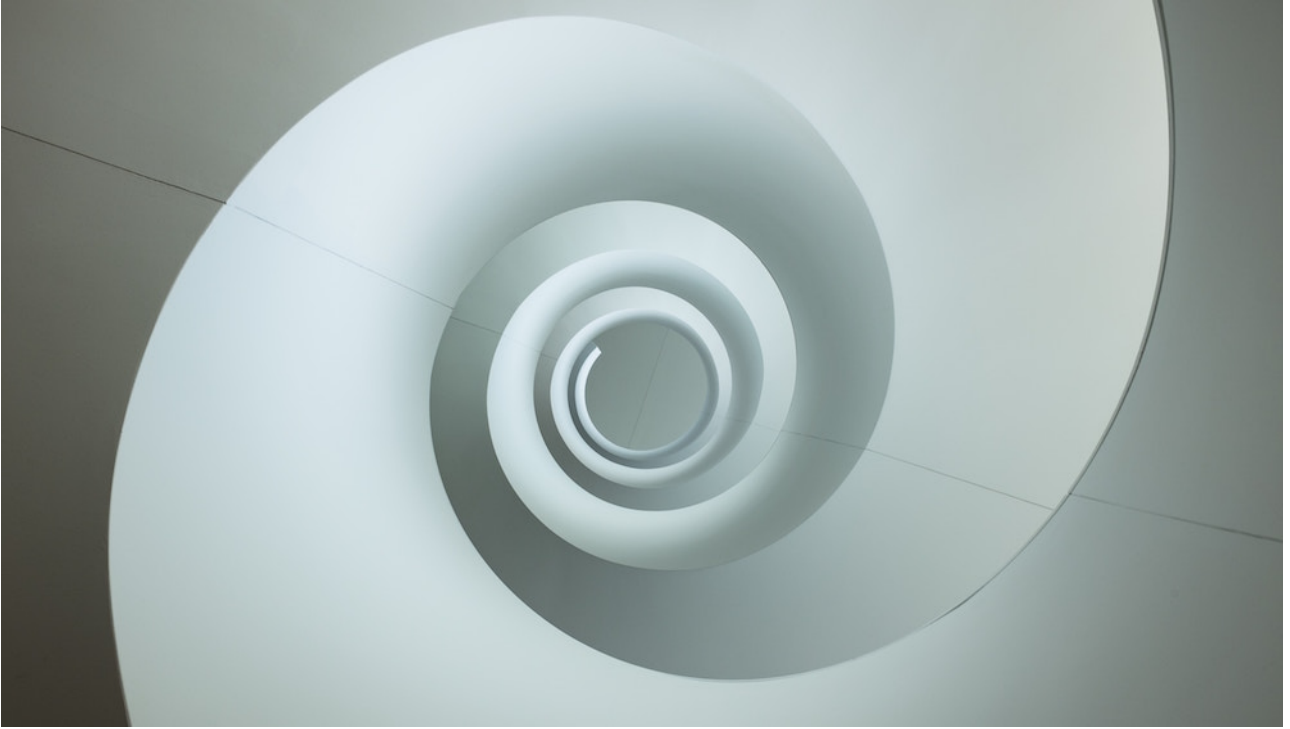
À lire aussi

Le plan de relance doit transformer des startups en "entreprises qui valent 50 milliards d'euros", selon Cédric O

Quelque 8 880 entreprises, essentiellement des PME dans les régions, ont bénéficié d'aides pour se moderniser : robotisation, réalité augmentée, logiciels de manufacturing execution systems (MES)... Côté relocalisation, 553 projets ont été soutenus, a indiqué le cabinet de la ministre déléguée chargée de l'Industrie, Agnès Pannier Runacher. Le Premier ministre se rendra ce lundi après-midi sur le site d'une usine Seqens, qui fabrique le principe actif du paracétamol à Roussillon (Isère). La France s'est rendu compte avec effroi durant la pandémie qu'elle importait quasiment tout son paracétamol.

Les dispositifs destinés aux particuliers, aides à la rénovation thermique des bâtiments, et aide à l'acquisition de véhicules moins polluants, ont chacun drainé plus de 400 000 dossiers. Ce qui fait dire au Premier ministre que le plan "*est en train de changer concrètement*" la vie des Français. Mais les industriels et grands groupes, réunis au salon Global Industrie, attendent déjà la suite, annoncée en juillet par Emmanuel Macron : un "*plan d'investissement*" pour "*mettre fin à la capitulation industrielle des 30 dernières années*" selon le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire, qui ne sera pas présent à Lyon contrairement à ce qui avait été initialement envisagé.

Il doit être annoncé "*dans les prochaines semaines*" et amorcera l'investissement dans des secteurs stratégiques d'avenir, "*pas rentables immédiatement*", mais porteurs de grands débouchés, comme "*l'hydrogène vert, l'intelligence artificielle, l'espace, les semi-conducteurs et le nouveau nucléaire*" est-il précisé dans un document édité par le gouvernement. À quelques mois de l'élection présidentielle de 2022, aucune annonce à ce sujet n'est cependant attendue au cours de cette édition du salon Global Industrie.



À lire aussi

Électronique, cloud, IA... La DeepTech décolle-t-elle enfin ?

Article écrit par Maddyne, avec AFP